



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'ARDECHE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Privas, le 1^{er} FEV. 2016

Affaire suivie par : Eric GALLAND
Unité Inter-Départementale Drôme-Ardèche
Tél. : 04 75 65 51 55
Télécopie : 04 75 65 51 58
Courriel : eric.galland@developpement-durable.gouv.fr
20160105-RAP-DAEN0005

DEPARTEMENT DE L'ARDECHE

**Société CTI
Le CHEYLARD**

**Rapport de l'inspection des installations classées pour
présentation au CODERST**

OBJET : *Changement des conditions d'exploitation*

REFER : *Code de l'environnement.
Dossier transmis à monsieur le préfet de l'Ardèche le 21 décembre 2015.*

Adresse de l'établissement : 39, avenue de Chabannes- 07160 Le Cheylard

Activité principale de l'établissement : Teinture et impression de tissus. Enduction sur tissus

Code S3IC de l'établissement : 61-2338

Priorité de l'inspection : A enjeux

INTRODUCTION

La société CHOMARAT TEXTILES INDUSTRIES (CTI) veut vendre sa branche textile pour l'automobile à un groupe américain qui va créer au niveau mondial une filiale regroupant de nombreuses sociétés travaillant en sous-traitance pour les grands groupes de l'automobile. Les activités reprises seront gérées par la société INTERTEX dont le siège est situé à l'adresse des activités reprises sur la commune de Le Cheylard.

Les autres activités présentes sur le site continueront à être exploitées par CTI.

Ces modifications constituent des modifications notables mais non substantielle que l'exploitant devait porter à la connaissance de monsieur le préfet de l'Ardèche dans le cadre de la législation des installations classées. Les dossiers correspondants sont datés du 21 décembre 2015 et ont été transmis à l'inspection des installations classées pour instruction le 6 janvier 2016.

Il convient de noter que ce partage du site se fait à périmètre constant (aucune nouvelle activité, aucune réduction d'activité). l'opération doit être finalisée au mois de mars 2016.

Le présent rapport traite de l'impact de ces modifications pour les activités conservées par CTI et propose un arrêté préfectoral permettant de réglementer le nouveau site exploitée par cette société.

Un autre rapport traite de la reprise de l'activité textile pour l'automobile par la société INTERTEX et propose également un arrêté préfectoral permettant de réglementer le nouveau site exploitée par cette société

I - PRESENTATION DE LA SOCIETE – HISTORIQUE

La société CTI exploite, sur plusieurs sites, différentes activités textiles et plastiques (tissage, lavage, impression, teinture, enduction, ...).

En 2010, l'ensemble des sociétés du groupe CHOMARAT ont été regroupées sous la même entité CHOMARAT TEXTILES INDUSTRIES (CTI).

Des projets portant sur le développement des activités d'enduction, impression et vernissage des textiles préalablement induits, ont amené une réorganisation des ateliers dans l'ex espace CHOMARAT (teinture et impression) en 2011.

A l'occasion de l'instruction de ce dossier de modification, les activités exploitées précédemment par les deux sociétés distinctes CHOMARAT et LEORAT sur le site de Chabannes à Le Cheylard ont été regroupées et réglementées sous un seul arrêté préfectoral délivré à la société CTI en 2012.

II - PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT ET DES ACTIVITES

Le site est spécialisé dans 2 types d'activités :

- la production de tissus pour l'automobile qui comporte des activités de tissage et de teinture ; il s'agit de l'activité historique du site qui a nettement régressé au cours des dernières années mais dont l'ensemble de l'outil de production est encore en place et opérationnel,
- la production de tissus techniques qui comporte des activités d'enduction, d'extrusion de matières plastiques et d'impression qui s'est développée au cours des dernières années et qui travaille pour l'automobile mais aussi d'autres domaines (habillement, maroquinerie, ...).

Après un récent plan de sauvegarde de l'emploi l'effectif du site a été réduit et est aujourd'hui d'environ 240 personnes dont environ 58 seront reprises par la société INTERTEX.

III - SITUATION REGLEMENTAIRE DE L'ETABLISSEMENT

Le tableau ci-dessous précise le classement des activités figurant dans l'arrêté préfectoral n° 2012006-0005 du 6 janvier 2012 autorisant et réglementant l'ensemble des installations exploitées sur le site de Le Cheylard par la société CTI avant l'opération de vente d'une partie de l'activité.

L'établissement relevait de la directive IED et était soumis à garanties financières.

Désignation des activités	Rubrique de la nomenclature	Seuils classement	Quantités stockées/ Production	Régime
Emploi de substances et préparation toxiques	1131-2-b	50 t < q < 200 t	q < 200 t	A
Substances radioactives	1715-1	$Q > 10^4$	$Q = 10,9 \times 10^5$	A
Teinture, impression de matières textiles	2330	1 t/j < P	20 t/j	A
Traitement de fibres textiles par lavage, séchage	2311-1	5 t/j < q	20 t/j	A
Emploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomère (transformation)	2661-1-a	10 t/j < q	15,7 t/j	A
Application par enduction à la raclette ou au pistoletage de matières plastiques sur support de type textile, non tissé et mousse	2940-2a	100 kg/j < q	3,5 t/j	A
Dépôt de liquides inflammables	1432-2-b	10 < q < 100 m³	Stock magasin : 30 m³, 2 cuves de 20 m³ double paroi de solvants, dépôt de FL qe = 83,3 m³	DC
Entrepôts couverts	1510-3	5000 m³ < V < 50 000 m³	1000 t, M combustibles volume de stockage 7000 m³	DC
Installation de combustion	2910-A-2	2MW < P < 20MW	8 chaudières : 9,7 MW FL 3,8 MW FL 0,7 MW GP 0,46 MW Pod 0,93 MW GP 0,46 MW GP 0,75 MV GP 1,5 MW GP Incinérateur 1 MW GP Puissance totale : 19,3 MW	DC
Emploi de liquides organohalogénés	1175-2	200l < q < 1500l	800 kg de chlorure de méthylène	D
Dépôt de gaz combustible liquéfié	1412-2-b	6 t < q < 50 t	25 t	D
Atelier de fabrication de tissus	2321	P > 40 kW	P > 40 kW	D
Imprimerie ou atelier de reproduction graphique sur support tel que textile	2450-2-b	50 kg < q < 200 kg/j	Vernis et impression : 200 kg/j	D
Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères	2662-3	100 m³ < q < 1000 m³	< 1000 m³	D
Chauffage par fluide thermique avec T° d'utilisation < point éclair	2915-2°	Q > 250 l	8900 l 5 installations	D
Atelier de charges d'accumulateurs	2925	P > 50 kW	45 postes fixes	D

Nomenclature "EAU"				
Prélèvement d'eau dans la DORNE Soit par canal, soit par pompage	1.2.1.0-1°	5 % < d	20 %	A
Rejet des eaux pluviales	2.1.5.0-2°	1 ha < S < 20 ha	6,6 ha	D

IV-ANALYSE DU DOSSIER FOURNI ET DE L'IMPACT DU PARTAGE DU SITE EN DEUX ETABLISSEMENTS

IV-1-Contenu du dossier fourni

Le dossier contient :

- le détail des activités gardées par CTI et leur situation dans les divers locaux de production du site,
- le classement de ces activités en prenant en compte les modifications de la nomenclature des installations classées intervenue depuis 2012,
- la nouvelle organisation de l'alimentation du site en eau et du traitement des effluents liquides,
- le nouveau calcul du montant des garanties financières compte tenu des activités gardées nécessitant leur mise en œuvre,
- le détail des rejets atmosphériques induits par les activités gardées,
- la nouvelle organisation du site en matière de sécurité,
- des plans permettant de préciser l'affectation des installations de production à chaque exploitant.

IV-2- Les activités et équipements divers conservés par CTI

CTI conserve la gestion des bâtiments et des utilités principales (alimentation électrique, alimentation en eau, fourniture de l'air comprimé) nécessaires au fonctionnement des deux sociétés. CTI conserve également la gestion du réseau d'extinction incendie.

Les activités de production ainsi que les activités annexes conservées sont les suivantes :

- enduction PVC (polychlorure de vinyle),
- enduction PU (polyuréthane),
- extrusion polyoléfine, PVC, ou autres thermoplastiques,
- impression, finition, vernissage, grainage,
- impression sur textile,
- zone de préparation des diverses pâtes,
- zone de stockage des produits chimiques,
- zones de stockage des matières premières et des produits finis.

IV-3- Le classement du nouveau site CTI

Le classement ci-dessous prend en compte les nouvelles rubriques dites « Sévés 3 » pour lesquelles CTI bénéficie du droit d'antériorité, car les produits chimiques justifiant de ce classement étaient déjà présents sur le site et relevés de la rubrique 1131.

Les différents produits toxiques ou inflammables présents sur le site se répartissent dans de nombreuses rubriques, aussi les quantités maximales pouvant être présentes ne justifient pour la plupart, au plus, que d'un classement sous le régime de la déclaration.

A noter que depuis la parution du décret n°2014-996 du 2 septembre 2014 les sources scellées ne relèvent plus de la législation des installations classées mais du code de la santé publique ; elles ne sont donc pas reprises dans ce tableau bien que toujours en place.

Les rubriques pour lesquelles le seuil de classement n'est pas atteint ne sont pas reprises dans le tableau.

La rubrique 3670 qui fait relever l'établissement de la directive IED a été validée par un courrier de l'inspection des installations classées daté du 3 juin 2014.

L'établissement relèvera de la directive IED, sera soumis à garanties financières mais ne sera pas classé « Sévés ».

Désignation des activités	Rubrique de la nomenclature	Seuils classement	Quantités stockées/ Production	Régime
Traitement de surface de matières à l'aide de solvants organiques, notamment pour des opérations d'apprêt, d'impression, d'imperméabilisation, ...	3670	Consommation de solvant supérieure à 200 t/an	218 t/an	A
Dépôt de liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3	4331-3	$100t \leq Q < 1000t$	360 t	E
Dépôt de produits pétroliers (gazole, fioul lourd, ...)	4734-2c	$50t \leq Q < 500t$	200 t	DC
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 2	4120-2b	$1t \leq Q < 10t$	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 3 (inhalation)	4130-2b	$1t \leq Q < 10t$	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 3 (voie d'exposition orale)	4140-2b	$1t \leq Q < 10t$	inférieure à 10 t	D
Stockage de substances et mélanges liquides, toxicité spécifique pour certains organes cibles.	4150-2	$5t \leq Q < 20t$	inférieure à 20 t	D
Teinture, impression de matières textiles	2330-1	$1 \text{ t/j} < P$	1,2 t/j	A
Emploi de matières plastiques, caoutchouc, élastomère (transformation)	2661-1-b	$10 \text{ t/j} < q < 70t/j$	15,7 t/j	E
Application par enduction à la racle ou au pistoletage de matières plastiques sur support de type textile, non tissé et mousse	2940-2a	$100 \text{ kg/j} < q$	3,5 t/j	A
Entrepôts couverts	1510-3	$5000 \text{ m}^3 < V < 50\,000 \text{ m}^3$	1000 t, M combustibles volume de stockage 12 900 m ³	DC
Installation de combustion	2910-A-2	$2\text{MW} < P < 20\text{MW}$	9,7 MW FL 3,8 MW FL 0,93 MW GP 0,46 MW GP 0,75 MV GP Incinérateur 1 MW GP 0,93 MW (GP) Puissance totale : 17,57 MW	DC
Dépôt de gaz combustible liquéfié	4718	$6 \text{ t} < q < 50 \text{ t}$	25 t	DC

Imprimerie ou atelier de reproduction graphique sur support tel que textile	2450-2-b	50 kg < q ≥ 200 kg/j	Vernis et impression : 200 kg/j	D
Stockage de matières plastiques, caoutchouc, élastomères	2662-3	100 m³ < q < 1000 m³	< 1000 m³	D
Chauffage par fluide thermique avec T° d'utilisation < point éclair	2915-2°	Q > 250 l	8900 l 5 installations	D
Atelier de charges d'accumulateurs	2925	P > 50 kW	19 postes fixes	D
Nomenclature "EAU"				
Prélèvement d'eau dans la DORNE Soit par canal, soit par pompage	1.2.1.0-1°	5 % < d	20 %	A
Rejet des eaux pluviales	2.1.5.0-2°	1 ha < S > 20 ha	6,6 ha	D

IV-4- Impact des modifications en matière de protection de l'environnement

Prélèvements et rejets d'eau

CTI va gérer l'approvisionnement en eau des 2 sites et devra respecter les restrictions de prélèvement dans la Dorne en cas de prise d'un arrêté « sécheresse » ; la procédure en place pour satisfaire à ces exigences sera appliquée.

La majorité des 250 000 m³/an autorisés au prélèvement sera utilisée par INTERTEX, CTI consommera au maximum 38 000 m³/an.

De nombreuses dispositions (circuit fermé, recyclage,...) ont été mises en œuvre sur les 2 sites pour réduire au maximum les consommations d'eau.

Les rejets de CTI sont des eaux de lavage des outils d'impression ils sont dirigés vers un bassin tampon qui reçoit également les eaux de foulards et suceuses avant rame et tumbler qui seront exploités par INTERTEX. Ces eaux sont regroupées, car elles sont froides et peu chargées et ne peuvent pas être traitées en ultra-filtration ; de plus, il convient de continuer à les mélanger aux eaux de teinture qui sont chaudes. Compte tenu de la complexité des réseaux et du point indiqué précédemment ces effluents continueront à passer par le point de rejet général où est actuellement réalisé l'autosurveillance des effluents lequel sera géré par INTERTEX.

CTI propose de faire régulièrement des prélèvements au niveau d'un petit bac tampon situé directement en fin de process de nettoyage afin de qualifier ses effluents (débit maxi 60 m³/j).

Rappelons que les effluents sont rejetés dans le réseau public (convention de déversement du 22/07/2013) et sont traités ensuite dans une station d'épuration.

Rejets atmosphériques

Les principaux rejets atmosphériques du site sont générés par des installations conservées par CTI. Par rapport aux installations figurant dans l'arrêté actuel, à l'occasion du recensement réalisé pour établir le dossier de partage du site, il est apparu que 3 points de rejet permettant d'évacuer les gaz de 4 petites installations de combustion implantées sur des lignes de production avaient été oubliés et que des points de rejet n'existaient plus.

La refonte de l'arrêté va permettre une mise à jour des points de rejet réglementés et une actualisation de certaines valeurs limites au rejet ;

Le point important à rappeler concerne les rejets chargés en COV (composés organiques volatiles), ils sont tous raccordés et traités dans un incinérateur fonctionnant au gaz.

Déchets générés par le site CTI

Les déchets qui devraient être produits par CTI sont repris dans le tableau ci-dessous en tenant compte du transfert d'une partie des activités à INTERTEX.

Type de déchets	Code	Nature des déchets	Production (t/an)	Traitement
DID	040219	Pâtes d'impression	100	Valorisation
DIB	200101	Papier	60	Valorisation
	030308	+ cartons d'emballage		
DID	040214	Encres, vernis et solvants usagés	50	Valorisation
DIB	200138	Palettes / bois	35	Valorisation
DIB	200139	Plastiques (emballage, ...)	10	Valorisation
DIB	200140	Métal (ferrailles, fûts vides,...)	35	Valorisation
DIB	040222	Tissus	15	Valorisation
DIB	200301	Divers	400	Stockage
DID	13.01 13.02 13.03	Huiles	1,5	Régénération/incinération
DID	150110 150202	Emballages souillés, chiffons souillés	4	Incinération/stockage
DID	200133 200135	Divers (piles, néon, ...)	1,4	Valorisation/traitement

Bruit

Aucune nouvelle installation ne sera implantée, la situation acoustique du site ne sera donc pas modifiée. Elle ne posait pas de problème particulier.

IV-5 – Impact des modifications en matière de risques

Il n'y aura aucune nouvelle installation donc aucun risque nouveau à l'occasion du partage du site.

Compte tenu de l'imbrication des ateliers, chaque nouvel établissement peut générer un risque vis à vis de l'autre ; l'organisation en place en matière de risque doit être maintenue tout en étant adaptée pour tenir compte de cette nouvelle situation.

La gestion des réseaux alimentant les sprinklers et les RIA restera de la compétence de CTI. Chaque établissement gèrera les extincteurs implantés dans ses locaux.

Les équipes actuelles d'intervention du site seront réparties de la façon suivante :

- 2 équipiers de seconde intervention (ESI) pour INTERTEX,
- 7 équipiers de seconde intervention (ESI) pour CTI.
-

La société CTI exploitant d'autres établissements sur la région du Cheylard possède d'autres équipes d'intervention qui peuvent intervenir en cas de sinistre et notamment:

- 12 ESI sur le site de Mariac,
- 4 ESI sur le site de la Gare.

Le matériel à la disposition de ces équipes est composé de 4 véhicules de première intervention (VIP) dont 2 sur le site de Chabannes et 2 sur le site de Mariac. 2 de ces VIP sont équipés de motopompe les 2 autres sont équipés de matériels de dépollution et de matériel d'assistance aux personnes.

L'ensemble des équipements restera propriété et donc à la charge de CTI, mais ses moyens seront mutualisés et pourront être mis en œuvre en cas de sinistre chez INTERTEX.

Des procédures identiques calquées sur celles existantes seront appliquées par les deux établissements pour les alertes, le plan d'urgence, les évacuations, ...
Une convention va être signée entre CTI et INTERTEX pour formaliser la mutualisation des moyens et l'harmonisation de toutes les procédures.

IV-6 – Garanties financières

Le code de l'environnement (articles L.516-1 et L.516-2 et articles R.516-1 à R.516-6) fixe l'obligation de constituer des garanties financières. Cette obligation, déjà applicable notamment aux installations de stockage de déchets, aux carrières et aux installations soumises à la directive SEVESO « seuil haut », a été étendue par le décret n° 2012-633 du 3 mai 2012 à certaines installations susceptibles de générer des pollutions importantes des sols ou des eaux.

Pour ces dernières et conformément à l'article R.516-2-IV, les garanties financières visent la mise en sécurité des installations imposée en application des dispositions des articles R.512-39-1 et R.512-46-25, lors de la cessation des activités. Elles sont destinées à suppléer une défaillance éventuelle de l'exploitant. Elles peuvent notamment résulter, au choix de l'exploitant, de l'engagement écrit d'un établissement de crédit, d'une consignation auprès de la Caisse des dépôts et consignations ou d'un fonds de garantie privé.

Conformément à l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié par l'arrêté du 12 février 2015 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières, CTI est concernée par les rubriques suivantes (la rubrique 2940-2 l'emporte sur la rubrique 3670) :

Rubrique ICPE	Libellé des rubriques
2330	Teinture, impression, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matière, à partir d'une capacité de traitement de 1 tonne/jour
2940-2	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque, ... à partir d'une capacité de consommation de solvant de plus de 100 kg/heure.

Par arrêté préfectoral n°2014 322-0021 du 18 novembre 2014 le montant des garanties financières à mettre en place pour l'ensemble du site CTI a été fixé à 150 068 €.

Dans le cadre du partage du site, chaque nouvel établissement a proposé un calcul tenant compte des installations qu'il va dorénavant exploiter.

Pour la détermination du coût associé à la gestion des déchets, le calcul présenté par CTI prend notamment comme hypothèse un entreposage de déchets sur le site limité à :

- déchets non dangereux : 12 tonnes,
- déchets dangereux : 86 tonnes.

Le calcul global conduisant à un montant de 140 434 € TTC rencontre l'approbation de l'inspection des installations classées.

$$M = 1,10 \times [49\,969 + 1,06 \times (12\,200 + 8\,621 + 40\,000 + 12\,480)].$$

L'arrêté ministériel n° 2015-1250 du 7 octobre 2015 a fixé à 100 000 € le montant minimal obligeant la constitution de garanties financières, CTI devra donc constituer des garanties financières dans les conditions décrites ci-après.

L'arrêté ministériel du 12 février 2015 modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 a précisé que les installations existantes relevant des rubriques 2330 et 2940 sont mises en conformité avec l'obligation des garanties financières selon l'échéancier suivant :

- constitution de 20 % du montant initial à compter du 1^{er} juillet 2019 ;
- constitution supplémentaire de 20 % du montant initial par an pendant 4 ans.

V- CONCLUSION ET AVIS DE L'INSPECTION

Nous proposons à monsieur le préfet de l'Ardèche, après avis du CODERST, de donner une suite favorable à la demande de modification des conditions de fonctionnement du site CTI situé quartier Chabannes sur la commune de Le Cheylard. Cet avis est émis sur la base des conditions de l'opération décrites dans le dossier du 21 décembre 2015.

Pour réglementer les activités conservées par la société CTI, le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport reprend et remplace une grande partie des prescriptions existantes dans l'arrêté préfectoral n° 2012006-0005 du 6 janvier 2012 autorisant et réglementant l'ensemble des installations exploitées sur le site jusqu'à présent. Il reprend et remplace également tout en les adaptant les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2014 322-0021 du 18 novembre 2014 relatif aux garanties financières.

L'inspecteur de l'environnement

Eric GALLAND

Vu, approuvé et transmis à
monsieur le préfet du département de l'Ardèche
Pour la directrice
Le chef de l'unité inter-départementale Drôme-Ardèche

Gilles GEFFRAYE

Valence, le 1^{er} février 2016

